

EGAUX DEVANT L'IMPÔT ?

Le budget 2014 taxe les ménages et assiste les riches

Alors que le pouvoir d'achat stagne, les familles vont subir cette année encore un véritable matraquage fiscal. Le gouvernement maintient le gel fiscal décidé sous Sarkozy contre lequel toute la gauche s'était mobilisée. Résultat, en 2 ans, l'ensemble des salariés voient leurs impôts augmenter et ce sont deux millions de contribuables nouveaux qui vont payer l'impôt sur le revenu.

Prendre dans la poche du peuple...

Effet boule de neige, ces dernières familles perdront, maintenant, toute une série d'aides qui contribuaient à les maintenir la tête hors de l'eau. A cela s'ajoute, la suppression pour deux millions de personnes seules ayant élevé un enfant d'une demi-part, un nouveau rabotage du quotient familial, la suppression de la réduction d'impôt pour enfants scolarisés dans le secondaire et dans le supérieur, l'augmentation des cotisations sociales et l'alourdissement du poids de la fiscalité locale. Et le 1er janvier, la TVA, cet impôt particulièrement injuste, passera de 19,6 à 20% et sur le taux intermédiaire de 7 à 10%



.. pour donner aux riches...

Les entreprises auront reçu cette année 55 milliards d'aides publiques. Soit 20 milliards au titre du Crédit Impôt Compétitivité Emploi, 5 milliards au titre du Crédit Impôt Recherche et 30 milliards au titre des exonérations de cotisations sociales, que l'État réinjecte dans les comptes de la sécurité sociale en puisant dans ses recettes propres. Et au budget 2014, aucun impôt supplémentaire n'est prévu pour les entreprises.

Si on y ajoute les 50 milliards versés par l'État au titre du remboursement des intérêts de la dette, soit l'équivalent du budget de l'éducation nationale, on atteint un montant de plus de 100 milliards, soit 1/3 des recettes fiscales directement versées dans la poche des actionnaires et autres prédateurs financiers.

.. c'est Robin des Bois à l'envers !

Le trop d'impôt, thème cher à la droite et au patronat, repris par le Medef et les plus fortunés qui hurlent à la spoliation fiscale, c'est de l'intox. Et en plus, c'est inefficace contre la crise. Ce qu'il faut baisser d'urgence, c'est le coût du capital, c'est à dire la ponction des profits et de la finance sur notre avenir.

Dans la logique de Bruxelles de réduction du déficit public pour soutenir les marchés financiers, les hausses fiscales pratiquées par le gouvernement ont une dimension anti économique et anti sociale. Non seulement les recettes nouvelles sont dirigées vers la finance mais leur prélèvement ruine la consommation des ménages, ralentit la croissance et tarit la base fiscale qu'est la production de richesses. La croissance en 2013 sera à nouveau atone et les recettes fiscales même en augmentant les taux et le nombre d'impôts ou de taxes ne permettront pas d'encourager une relance réelle.

Une réforme fiscale, pour mieux répartir la richesse et orienter sa production

Une réforme fiscale est impérative pour combattre les inégalités, pénaliser la croissance financière des capitaux, les délocalisations. Et à contrario, encourager les comportements favorables à la croissance de l'emploi et des richesses réelles. Redistribuer et impulser un nouveau mode de production des richesses, tel est le sens d'une réforme fiscale, levier d'une relance ayant en son cœur la refonte du système bancaire et de la politique du crédit. Elle s'appuierait sur les mesures suivantes:

- ▶ un impôt sur le revenu de type universel à taux et au nombre de tranches relevés ;
- ▶ un impôt sur les sociétés progressif et modulé selon l'affectation des bénéficiaires.
- ▶ un nouvel impôt territorial (Taxe professionnelle) assis sur le capital des entreprises, taxant leurs placements financiers
- ▶ un Impôt Sur la Fortune au barème progressif rehaussé, intégrant les biens professionnels modulés en fonction des efforts consentis en matière d'emplois et de formation.
- ▶ Un recul de la pression fiscale sur la consommation (TVA, TICPE actuellement 60% des recettes fiscales)
- ▶ Une réforme de la fiscalité directe locale passant par une véritable révision des bases d'imposition et le plafonnement de la taxe d'habitation.

Alors non, il n'y a pas trop d'impôts. Ils sont répartis injustement. Pour plaire au Medef et à Bruxelles, le gouvernement épargne les puissants, taxe les salariés et les familles, taille dans les services et les dépenses publics utiles aux pays et aux habitants. Bien loin d'ouvrir une issue à la crise, il enfonce le peuple dans les difficultés. On attendait autre chose d'un gouvernement de gauche !

Alors l'impôt c'est quoi ?

L'impôt se présente sous deux formes : des prélèvements directs et des prélèvements indirects. Chacun de ces prélèvements repose sur une base propre, qu'on appelle assiette. Il s'agit de la consommation pour les impôts indirects dénommés taxes (TVA, TICPE ex TIPP, etc.). Quant à l'assiette des impôts directs, elle est constituée par le revenu qu'il soit du travail, du capital, voire de la fortune et qu'il concerne des personnes ou des entreprises. S'agissant de la fiscalité locale, elle est à mi chemin entre ces deux formes de représentation de l'impôt.

Quelle égalité devant l'impôt ?

Chaque personne, qu'elle soit une personne physique ou une personne morale (sociétés et entreprises) est soumise à l'impôt. Son calcul s'effectue en appliquant pour les taxes un taux unique dit proportionnel qui s'applique *indifféremment du revenu de chacun* et un barème à taux progressifs *tenant compte du revenu de chacun*, pour les impôts directs. L'impôt sur les sociétés, impôt direct à taux unique fait exception à ce principe. Quant aux impôts directs locaux, (taxe foncière ou d'habitation) leur calcul repose sur une base indiciaire, montant censé représenter la valeur des biens imposés.

AUX ACTES CITOYENS!

JE REJOINS LE PCF

Nom :

Prénom :

Adresse :

E-mail :

Tél :